

**DRAË-EL-MIZAN**

**Les citoyens  
du hameau Achnia,  
à Boumahni, refusent  
d'être recensés**

Décidément, le recensement de la population, qui a débuté ces jours-ci, ne sera pas une simple formalité pour les agents du RGPH du côté du hameau Achnia, situé entre la commune de Maâtkas et le village de Boumahni, dans la daïra de Draï-El-Mizan.

En effet, les quelque 30 familles habitant ce hameau enclavé, entre le CW 128 et la rivière dite Thatha, ont tout simplement refusé d'être recensés. Les habitants d'Achnia, rappelés-le, ont été déplacés en 1974 du village Ihamouthène (Boumahni) à cause des inondations survenues cette année-là.

Le découpage administratif de 1985, qui délimite la commune de Ain Zaouia à partir de oued Boghni, n'arrange pas les affaires de ces gens d'Achnia car ils dépendent, de ce fait, territorialement de la commune de Maâtkas, eux qui se considéraient de la commune de Ain Zaouia. Ils figurent dans le fichier électoral et donc de résidence. Ils disent être de loin plus près de Ain Zaouia que de Maâtkas.

Dans cette affaire, tout a commencé lorsque les agents de recensement dépendant de la commune de Maâtkas se sont présentés sur les lieux afin de dénombrier les personnes habitant le hameau et à leur surprise, ils ont été priés de rebrousser chemin en leur signifiant qu'ils dépendent plutôt de Ain Zaouia.

L'objectif principal des habitants d'Achnia est de changer les limites dans le but de dépendre de leurs commune et daïra d'origine.

Des tentatives de conciliation entre les parties en conflit n'ont d'ailleurs pas abouti car les villageois campent toujours sur leur position. Une chose est sûre, il faut vite trouver une solution à ce problème qui n'en est vraiment pas un.

Slimane S.

**AFFAIRE  
DE L'HÔPITAL  
BENBADIS (SBA)  
Des cadres et des  
commerçants  
sous mandat  
de dépôt**

Dans la journée de mercredi dernier, le procureur de la République de Benbadis (Sidi-Bel-Abbès), à l'issue de la présentation de six personnes dont plusieurs cadres de l'hôpital de Benbadis et des commerçants fournisseurs de cet établissement, placé trois d'entre eux sous mandat de dépôt alors que trois autres sont sous contrôle judiciaire. Ces personnes sont accusées de mauvaise gestion pour certaines, de destruction de documents administratifs et surfacturation pour d'autres. Cette affaire, qui a éclaboussé l'établissement hospitalier, a éclaté lorsqu'une commission venue en inspection en 2005 avait décelé des anomalies dans les documents présentés, constat qui a nécessité l'ouverture d'une enquête par la Gendarmerie nationale de Sidi-Bel-Abbès il y a plus de deux mois et qui a abouti à l'arrestation des mis en cause.

A. M.

**EMBUSCADE TERRORISTE À CONSTANTINE**

**3 policiers blessés**

*L'accalmie qu'a connue la capitale de l'est du pays ces derniers temps, vient d'être rompue après l'attentat terroriste perpétré dans la soirée d'avant-hier contre un véhicule de police à la cité Zoughi-Slimane, sur la route de l'aéroport.*

Si l'on excepte l'embuscade dont a fait l'objet un véhicule de la garde communale à Djebel-El-Ouahch il y a plus de trois mois et l'attentat à la bombe d'il y a une année à la cité Daksi, les dernières attaques terroristes spectaculaires

à Constantine remontent aux années de plomb.

Vendredi donc, aux alentours de 21h, un véhicule de type Polo transportant quatre policiers de retour de l'aéroport Mohamed Boudiaf, après une mission d'es-

corte d'une délégation étrangère, a essuyé des tirs de rafales au niveau de la cité Zouaghi. L'embuscade semble avoir été minutieusement préparée puisque les terroristes ont choisi de frapper à un endroit où le véhicule devait logiquement ralentir pour cause de virage dangereux.

Le lieu permettait également aux assaillants de prendre facilement la fuite vers Chaâb Ersas, via

des terrains boisés et accidentés. Trois policiers parmi les quatre passagers de la Polo ont été touchés par les balles dont un grièvement. Une opération de ratissage a été déclenchée aussitôt après et s'est poursuivie pendant toute la journée.

Aucune information n'a filtré, cependant, sur les résultats des recherches.

K. G.

**GDYEL**

**Un calme précaire en attendant le procès**

*Au cinquième jour des émeutes qui secouent la commune de Gdyl depuis le 15 avril dernier, le calme semble revenu dans la matinée. La veille, quelques tentatives de contestation ont été enregistrées durant la nuit, sans toutefois, nous dit-on, causer des dégâts, de même qu'aucune arrestation n'a été signalée.*

Amel B. - Gdyl (Le Soir) - Toute l'attention est focalisée sur le procès des 49 émeutiers, dont la date est sujette à spéculation de même que le lieu où il se tiendra.

Selon une source digne de foi, instruction aurait été donnée afin que le tribunal de Gdyl, qui a été saccagé par les contestataires, soit restauré le plutôt afin que le procès ait lieu dans son enceinte.

Une manière de dire que l'autorité ne peut être ébranlée par des actes de vandalisme quelles qu'elles soient les motivations.

Ce que les habitants, notamment les jeunes de Gdyl, perçoivent comme un affront et espèrent qu'il n'ira pas jusqu'à la prononciation de lourdes condamnations.

Même si officiellement aucune information n'a été donnée au sujet de la date de la tenue du procès,

toutefois, l'un des avocats du collectif chargé de la défense des accusés, nous a fait savoir que, selon les informations en sa possession, elle dépendrait de l'avancement des travaux de restauration du tribunal de Gdyl et que de toute évidence, le procès devrait avoir lieu demain ou au plus tard mercredi.

Notre interlocuteur nous précisa que «l'audition des prévenus a été clôturée vendredi vers 18h, 44 jeunes, dont 9 mineurs, ont été mis sous mandat de dépôt et 5 ont bénéficié d'une citation directe».

Ils sont actuellement incarcérés au niveau de la prison pour mineurs de Gdyl dans l'attente de leur procès.

Ce qui confirme qu'il aura bien lieu au niveau de la commune et non pas ailleurs.

**Des jeunes réagissent face aux propos du chef du gouvernement**

De retour hier sur les lieux des émeutes, même si la présence toujours aussi renforcée des forces de l'ordre était maintenue, la tension était perceptible car chacun surveillait l'autre et tout étranger était suspecté de faire partie des services de sécurité.

A chaque fois, on exhibait notre carte de presse afin que nos interlocuteurs soient mis en confiance et acceptent de s'exprimer. Ils se disent fatigués de ne pas avoir gain de cause. L'annonce d'une éventuelle visite du ministre de la Solidarité dans la commune de Gdyl ne semblait pas redonner de l'espoir à ces jeunes qui se confiaient à nous.

«Que va-t-il nous dire ? Il nous donnera des leçons de moral comme il a fait le chef du gouvernement jeudi, nous ne sommes pas illettrés, nous lisons la presse», nous dira un jeune de 35 ans, et d'ajouter : «Lorsqu'il (le chef du

gouvernement, ndr) déclare que nous n'acceptons que le travail qui nous arrange, qu'il vienne vivre avec nous pour voir le traitement qu'on nous réserve !» Le sujet semble faire réagir tous les jeunes qui nous entouraient, puisqu'un autre nous interpelle : «Lorsqu'il dit que nous rêvons d'aller là-bas épouser une étrangère et revenir avec une belle voiture pour frimer, ceci n'est pas un leurre. C'est justement réalisable par contre, que nous propose-t-on ici ? Nous acceptons tout travail décent mais pourrions-nous nous marier ? Avoir un appartement ? OK, juste une location ? Non ! Il ne nous comprend pas.»

D'une même voix, ils concluent : «Qu'ils relâchent nos amis et qu'ils nous rendent justice en enquêtant sur l'attribution de ces locaux et qu'ils nous donnent la possibilité de vivre sans hogra. Est-ce trop demander ?»

A. B.

**CÉLÉBRATION DES FESTIVITÉS DU 1<sup>ER</sup> MAI**

**L'UGTA opte pour Constantine**

*L'UGTA célébrera les festivités du 1<sup>er</sup> mai à Constantine. L'information nous a été communiquée, hier, par une source autorisée proche de la Centrale syndicale, qui a indiqué que la cérémonie officielle sera marquée par «la présence en force de tous les cadres syndicaux de la Centrale syndicale».*

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La même source a ajouté par ailleurs, qu'il est fort probable que le secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi-Saïd prononce un discours en cette circonstance, où il sera question «d'évoquer les questions de l'heure, en l'occurrence celles relatives

au monde du travail d'une manière générale et à la vie organique de l'UGTA d'une manière particulière».

Selon d'autres sources, le choix porté par la Centrale syndicale sur la ville antique de Cirta pour célébrer les festivités, se veut comme un «hommage que la Centrale syn-

dicale veut rendre à tous ses adhérents et militants». «Des militants syndicaux à l'image de Abdelhak Benhamouda qui ont payé de leur vie la défense de la République et des intérêts des travailleurs», a indiqué un syndicaliste affilié à l'union de wilaya de Constantine.

Ce choix se veut également une reconnaissance de l'engagement et du rôle que jouent les syndicalistes de la région de l'est du pays dans la défense des intérêts de leurs mandants. Sur un autre

plan, il est fort probable que le premier responsable de la Centrale syndicale évoquera en cette circonstance les dernières augmentations salariales intervenues dans le secteur de la Fonction publique comme il sera question de commenter la nouvelle donne économique. Il est à rappeler que respectivement en 2006 et 2007, l'UGTA avait célébré les festivités du 1<sup>er</sup> mai à Oum El Bouaghi et à Laghouat.

A. B.

**CENTRE DE TRANSIT SPINADO DE BOURUBA**

**Les 64 familles tirent la sonnette d'alarme**

*Installées dans un centre de transit à Bourouba dans le cadre d'un relogement provisoire, 64 familles attendent toujours d'être relogées. Une attente qui dure depuis 18 années.*

Nabil M. - Gdyl (Le Soir) - Dans une lettre adressée à notre rédaction, les 64 familles expliquent que les autorités locales de 1991 les avaient placées sur ce terrain avec pour seule consigne de ne construire que sur 30 m<sup>2</sup> et sans piliers.

Des autorisations provisoires leur ont été délivrées. L'attente prévue pour 6 mois s'est finalement inscrite dans la durée. 18 années plus tard, les mêmes familles montent au créneau. Leurs conditions

quelques uns. Les concernés expliquent qu'aucune des 64 familles n'a bénéficié d'un logement social. Cela au moment même où les locataires d'autres centres de transit de la commune ont été pris en charge dans le cadre du programme de l'Etat.

Contacté pour avoir plus d'informations sur les habitants de ce centre, le secrétaire général de l'APC de Bourouba a expliqué que le centre de transit dit Spinado a été créé en 1991 par l'assemblée Fis sans l'avis de la tutelle.

Il n'en demeure pas moins que depuis la dissolution de ces APC, les auto-

rités locales ont pris en charge le problème de toutes les familles qui habitent le centre. A ce propos, il a été souligné qu'il y a un mois, les services de l'APC ont effectué le recensement de la population du centre Spinado. Ceci rentre dans le cadre de la mise en place d'un programme d'amélioration des conditions de vie dans le centre. Il s'agit de l'introduction de l'eau potable, du gaz de ville et la création des aires de jeu pour les enfants.

Il est également prévu la création d'un poste de police pour ce centre ainsi que la désignation d'un administrateur. Ce dernier sera

le trait d'union entre les autorités locales et les résidents du centre. Ces actions figurent parmi les premières mesures, en attendant la mise en place d'un règlement définitif de la situation. Le SG de l'APC de Bourouba a aussi expliqué que les autorités locales et de wilaya prennent en compte le problème du relogement des familles qui habitent les bidonvilles à Bourouba.

C'est notamment le cas du centre de transit de Boumzar, qui existe depuis 1932 et dont les familles ont bénéficié de logements décentes.

N. M.